



Zoom



EUROPE CENTRALE ET DE L'EST : 90 À 130 G€ À INVESTIR DANS LA PRODUCTION ÉLECTRIQUE

Croissance soutenue de la consommation d'électricité, centrales vieillottes : des investissements notables devront être réalisés dans la production d'électricité en Europe centrale et de l'Est au cours des prochaines années. Une bonne opportunité d'y mettre en place un mix moins carboné en développant les énergies renouvelables, éolien et petite hydroélectricité y offrant aujourd'hui les meilleurs niveaux de rentabilité.

Les pays d'Europe centrale et de l'Est (ECE) nécessitent 90 à 130 milliards d'euros (G€) d'investissements dans de nouvelles capacités de production d'électricité, selon les estimations de KPMG.

Précision importante : la région prise en considération par le cabinet de conseil regroupe 17 pays situés à l'Est de l'UE-15 et à l'Ouest de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine (c'est-à-dire les Etats des Balkans, les Pays baltes, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie). Dix de ces 17 pays sont membres de l'Union européenne.

UNE CONSOMMATION EN HAUSSE DE 1,5 % À 3 %/AN

Rattrapage économique oblige, l'ECE telle qu'entendue par KPMG devrait voir sa consommation d'électricité progresser plus rapidement que celle de l'Europe de l'Ouest d'ici à 2020. Elle devrait même croître plus vite que la moyenne mondiale sur la période, a souligné Péter Kiss, directeur Energie de KPMG pour l'ECE, lors de la 6^{ème} conférence Green Power Marketing, organisée début octobre à Genève.

Cette croissance pourrait atteindre 1,5 à 2 %/an en Hongrie, Slovaquie, Slovénie et dans les pays Baltes et 2 à 3 %/an en Roumanie et dans les Balkans. Pour l'heure, la consommation d'électricité par habitant de l'ECE reste nettement inférieure à celle d'Europe de l'Ouest : de l'ordre de 3 860 kW/an dans le premier cas, contre environ 6 800 dans le second en 2008.

Dans ce contexte de progression soutenue, les pays d'Europe centrale et de l'Est doivent parallèlement faire face au vieillissement de leurs installations. Plus de 60 % des capacités installées, représentant 67 GW, ont plus de 30 ans. Sur ces 67 GW, des capacités représentant jusqu'à 30 GW vont devoir être remplacées au

cours des prochaines années, occasionnant un investissement compris entre 50 et 57 G€.

A ce montant viennent s'ajouter 40 à 70 G€ d'investissements destinés à mettre en place des capacités entièrement nouvelles représentant 21 à 43 GW selon les scénarios envisagés. D'où la fourchette de 90 à 130 G€ évoquée par KPMG.

Solaire : après l'Espagne, l'Italie ?

●●● L'Italie va-t-elle connaître le même destin que l'Espagne en matière de solaire photovoltaïque ? C'est ce que craint pour 2010 Paolo Frankl, directeur de la division Energies renouvelables de l'Agence Internationale de l'Energie. De l'autre côté des Pyrénées, après un développement effréné du marché, le gouvernement a fini par baisser les tarifs d'achat, portant un coup d'arrêt à la filière, a-t-il rappelé lors de la 6^{ème} conférence Green Power Marketing. Or Rome a accordé un très fort soutien financier au secteur, aide qui pourrait rapidement s'avérer insoutenable pour l'économie de la Botte.

La bonne nouvelle, c'est que ces investissements peuvent être l'occasion de mettre en place un mix moins carboné, puisqu'une grande partie des centrales obsolètes sont alimentées au charbon et que les pays de l'ECE membres de l'UE ont des objectifs à atteindre en matière d'énergies renouvelables.

DES TEMPS DE RETOUR SUR INVESTISSEMENT TRÈS VARIABLES

D'un point de vue purement financier, l'éolien et la petite hydroélectricité sont les ENR offrant les meilleurs potentiels dans la région, précise le cabinet de conseil. Presque tous les pays de la région ont instauré des tarifs adéquats assurant la rentabilité des projets éoliens, note-t-il. Les temps de retour sur investissement varient cependant fortement selon les pays : de 8 à 15 ans pour l'éolien, de 11 à 17 ans pour la petite hydroélectricité.

Côté biomasse, les projets sont relativement intéressants financièrement dans de nombreux pays. Dans le solaire, en revanche, les installations sont rarement rentables à l'heure actuelle, peu de pays de la zone assurant un soutien financier suffisant à la filière.